Je tiens à souligner tout particulièrement l'importance et la qualité du rapport de la commission d'enquête du Sénat sur le recours excessif par l'État aux cabinets de conseil (la commission d'enquête était présidée par Arnaud Bazin, sa rapporteure était Éliane Assassi).

Ce rapport dénonce un « *phénomène tentaculaire* » qui pose le problème de « *notre vision de l'État et de sa souveraineté face à des cabinets privés* » et aussi celui de « *la bonne utilisation des deniers publics* », le recours à ces cabinets étant très coûteux : il a entraîné en 2021 une dépense d'un milliard d'euros !

Des cabinets sont intervenus sur « *la plupart des grandes réformes du quinquennat qui s'achève* », ce qui a pu entraîner une « *relation de dépendance entre l'administration et ses consultants, en particulier dans le domaine informatique.* »

Le rapport note que « *l'influence croissante des cabinets de conseil donne parfois l'impression que l'État "ne sait plus faire" alors qu'il peut compter sur une administration dévouée et sur près de 2,5 millions de fonctionnaires attachés à leur métier et à une certaine idée du service public.* »

Il me paraît nécessaire et urgent que les propositions précises de ce rapport soient mises en œuvre.

JPS

>> [Lire le rapport](#)